

Unité départementale des Yvelines
35 rue de Noailles
Bâtiment B1
78000 Versailles

Versailles, le 07/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/03/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE

3 rue Charles Tellier
78520 Limay

Code AIOT : 0006503328

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/03/2025 dans l'établissement AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE implanté 3 rue Charles Tellier 78520 Limay. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE (USINE)
- 3 rue Charles Tellier 78520 Limay
- Code AIOT : 0006503328
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIES exploite sur son site de Limay, situé rue Charles Tellier, une unité de production et conditionnement d'acétylène ainsi que le stockage associé.

Les installations comprennent :

- un bâtiment fabrication, qui abrite les générateurs d'acétylène, les tours de lavage, les compresseurs ;
- un bâtiment conditionnement, qui abrite 2 salles de conditionnement ;
- des bureaux ;
- en extérieur, notamment une aire de stockage de bouteilles et cadres (vides et pleins) et un bassin de décantation du lait de chaux.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Pertes d'utilités	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Vérification des échéances de l'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Analyse du compte rendu d'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Vérification des échéances de la requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Analyse du compte rendu de requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
8	Contrôle de l'état de l'équipement	Code de l'environnement, article R. 557-14-2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
9	Stockage des déchets en attente d'élimination	Arrêté Préfectoral du 26/10/2009, article 4.5.4	Demande de justificatif à l'exploitant Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Code de l'environnement, article L.181-14	Sans objet
3	Contrôle de la liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle du 10/03/2025 s'est concentré sur deux thématiques principales : la gestion des pertes d'utilités électriques et le suivi des équipements sous pression en service.

Concernant la première thématique, l'inspection estime la situation de l'installation globalement satisfaisante au vu des enjeux.

Le suivi des équipements sous pression fait l'objet de plusieurs demandes de justificatifs, et d'une proposition de mise en demeure à M. le Préfet des Yvelines.

L'inspection constate également un écart concernant les conditions d'entreposage des déchets en attente d'élimination et formule une demande d'actions correctives en ce sens.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article L.181-14			
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative			
Prescription contrôlée :			
<u>Article R. 181-46 du code de l'environnement</u> [...] II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article <u>L. 181-1</u> inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, <u>avant</u> sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.. [...]			
<u>Courrier préfectoral du 3 novembre 2015</u>			
Désignation de la rubrique	Quantité autorisée	Rubrique	Régime
Acétylène (numéro CAS 74-86-2). La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 1 t	Total : 21 tonnes 5 tonnes (dont un gazomètre de 50 m³) lié à la fabrication d'acétylène + stockage de 16 tonnes d'acétylène en bouteilles et cadres	4719-1	A
Installations présentant un grand nombre de substances ou mélanges dangereux et vérifiant la règle de cumul seuil bas ou la règle de cumul seuil haut mentionnées au II de l'article R. 511-11	Application des règles de cumul SEVESO Dangers physiques : la somme Sb est calculée, pour l'ensemble des substances ou mélanges dangereux présentant les classes, catégories et mentions de danger visées par les rubriques 4200 à 4499 (y compris, le cas échéant, les substances ou mélanges dangereux nommément désignés aux rubriques 4700 à 4899 et les déchets visés par les rubriques 2700 à 2799), suivant la formule : $Sb = 21 T / 5 T$ (Seuil bas), $Sb > 1$	4001	A
Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques organiques, tels que : hydrocarbures simples (linéaires ou cycliques, saturés ou insaturés, aliphatiques ou aromatiques)	Fabrication d'acétylène	3410-A	A
Carbure de calcium (stockage) lorsque la quantité susceptible d'être présente dans l'installation est supérieure à 3 t	90 tonnes (en fûts)	1455	D
Substances et mélanges qui, au contact de l'eau,	90 tonnes (en fûts) de carbure de calcium	4620	D

dégagent des gaz inflammables, catégorie 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 10 t mais inférieure à 100 t			
Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.	3,2 tonnes : 2 cuves enterrées double-enveloppe de fuel domestique, pour l'alimentation d'une chaudière et pour les chariots de manutention, de capacité réelle unitaire 2 m3	4734-1	NC
Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330.	1 cuve aérienne d'acétone de 8,8 tonnes	4331	NC
Combustion, à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seul ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse [...] la puissance thermique nominale de l'installation étant inférieure à 2 MW	Deux chaudières pour le chauffage des locaux de puissance totale 0,814 MW : . une chaudière au gaz naturel de puissance 774 kW, . une chaudière au fuel domestique de puissance 40 kW	2910-A	NC
Installations de compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 105 Pa, et comprimant ou utilisant des fluides inflammables ou toxiques La puissance absorbée étant inférieure à 10 MW	Compresseurs d'acétylène pour une puissance totale de 0,118 MW (2 x 37 kW et 2 x 22 kW)	2920	NC

L'inspection prend acte du nouveau classement sous les rubriques de la nomenclature des installations classées telles que présentées dans le tableau ci-dessus [...].

Article 49 de l'arrêté ministériel du 04/10/10 modifié

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

[...]

Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.

Constats :

Au 10/03/2025, deux instructions sont en cours par l'inspection concernant les installations exploitées par AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIES à Limay :

- dossiers de « porter-à-connaissance » portant sur, d'une part, la fermeture du site tertiaire situé au 5, rue Charles Tellier, et d'autre part, sur la modification et l'extension du stockage de bouteilles cadres d'acétylène sur site ;
- dossier de réexamen IED relatif à la révision de BREF WGC.

L'exploitant présente à l'inspection lors du contrôle du 10/03/2025 son état des matières stockées, formalisé et géré par informatique, qui permet le suivi de chaque produit ou substance stockées sur site, mis à jour en temps réel selon l'exploitant. Le document consulté par l'inspection fait état de quantités stockées inférieures aux valeurs maximales que l'exploitant est autorisé à détenir.

L'inspection constate, lors de la visite des installations le 10/03/2025, que les modifications décrites dans le dossier de « porter-à-connaissance » susmentionné relatif à l'extension et à l'augmentation

des capacités de stockage ne sont pas mises en œuvre.

L'exploitant indique au cours du contrôle du 10/03/2025 ne pas avoir d'autres projets de modifications à ce jour.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Pertes d'utilités

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Risques accidentels, Pertes d'utilités
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.</p> <p>L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.</p> <p>Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale.</p> <p>Pour les installations, pour lesquelles le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1er septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité aux dispositions du présent article sont réalisés avant le 1er janvier 2026.</p>
Constats : <p>Selon l'étude de dangers de l'exploitant, dans sa version de 2010 en vigueur, l'électricité des installations est fournie à partir d'une ligne de 20 kV (gérée par ENEDIS), et transformée en 380 V triphasé par un transformateur sur site.</p> <p>L'exploitant indique à l'inspection au cours du contrôle du 10/03/2025 que, compte tenu de fonctionnement des procédés mis en œuvre, les seuls équipements secourus sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- baie de détection gaz située dans le bâtiment de production (secours par onduleur) ;- centrale de détection incendie située dans les bureaux (secours par batteries). <p>Les secours de ces équipements, qui sont des mesures de maîtrise des risques (MMR) selon l'étude de dangers de l'exploitant, ont une autonomie de deux heures selon l'exploitant.</p> <p>L'exploitant précise que les autres MMR de l'installation restent fonctionnelles en cas de coupure d'électricité, soit parce qu'elles sont passives (e.g. soupapes ou pressostats), soit parce que leur rôle est de couper l'électricité.</p> <p>Afin de définir les actions à mener en cas de pertes d'électricité, l'exploitant a réalisé une analyse des modes de défaillances, de leurs effets et de leur criticité (AMDEC), dont les résultats sont consignés dans un document daté du 27/02/2025. L'exploitant indique à l'inspection que les conclusions de cette étude ont été traduites dans une fiche réflexe, présentée à l'inspection au cours du contrôle. L'inspection observe que cette fiche réflexe pourrait utilement être intégrée au plan d'opération interne (POI) de l'exploitant, en cours de révision.</p> <p>Cette fiche réflexe définit les actions suivantes en cas de coupure d'électricité :</p> <ul style="list-style-type: none">- vérification de la durée envisagée de la coupure (l'exploitant dispose pour cela d'un contact direct auprès d'ENEDIS) ;- en cas de coupure inférieure à deux heures :<ul style="list-style-type: none">• arrêt des opérations ;• fermeture des bouteilles en cours de dégazage ;• ouverture manuelle du portail ;

- en cas de coupure supérieure à deux heures :

- fermeture des bouteilles et des cadres au conditionnement ;
- fermeture des vannes de remplissage des rampes de conditionnement ;
- mise à l'air des rampes de conditionnement et des générateurs ;
- fermeture de la vanne du gazomètre ;
- mise à l'air des compresseurs et des sécheurs associés.

L'exploitant indique au cours du contrôle du 10/03/2025 que la durée de ces actions est estimée à une heure.

La fiche réflexe consultée par l'inspection prévoit aussi des actions spécifiques si la coupure se produit hors heures ouvrées, compte tenu du fait que la production ne se tient qu'en journée.

Interrogé par l'inspection sur la gestion d'une coupure d'électricité prolongée, par exemple de 48 heures, l'exploitant indique qu'une fois effectuées les actions de mise en sécurité, l'installation est à l'arrêt et ne présente plus de risques accidentels de fait de la coupure d'alimentation électrique.

Selon l'exploitant, la perte d'électricité peut être un évènement initiateur de phénomènes dangereux car elle provoque un arrêt de la pompe qui alimente en eau le générateur d'acétylène, ce qui peut mener à une hausse anormale de température dans le générateur ; toutefois, ce risque est connu et fait l'objet de MMR (détection température haute/pression basse qui coupe l'alimentation en acétylène).

Aucun exercice ou entraînement spécifiquement en lien avec les actions à mener en cas de perte d'électricité n'est cependant prévu, selon l'exploitant.

L'exploitant indique ne pas réaliser d'essais en charge des moyens de secours, et que les contrôles périodiques de ces moyens sont assurés par le fabricant des équipements secours (dans le cas de la détection explosimétrie, tous les six mois).

Concernant la détection d'une perte d'électricité, l'exploitant indique que l'installation ne dispose pas de moyen particulier en ce sens, et que la coupure est repérée par le personnel lors de l'extinction des lumières ou des machines. L'inspection remarque que l'exploitant ne dispose pas de moyens d'éclairage de secours en cas de pertes d'électricité, et que cela pourrait constituer une difficulté en période hivernale ; une amélioration pourrait être apportée sur ce point.

Interrogé par l'inspection au sujet du maintien des communications, l'exploitant estime qu'elles ne sont pas impactées en cas d'électricité, les équipes communiquant soit par le réseau 4G, soit par talkie-walkie en liaison directe (pas de liaison via un relais qui serait dépendant d'une alimentation électrique).

L'exploitant indique au cours du contrôle du 10/03/2025 que la détection explosimétrie a été mise en service fin 2024, et que l'installateur a procédé à une vérification à l'issue de cette mise en service. L'exploitant transmet à l'inspection, par courriel du 17/03/2025, le compte-rendu de cette vérification, qui conclut à une absence de réserves mais qui ne précise toutefois pas si l'alimentation de secours a été vérifiée. L'inspection demande à l'exploitant de s'assurer que cette vérification soit intégrée au plan de contrôle et de maintenance de la détection explosimétrie.

À la demande de l'inspection, l'exploitant coupe l'alimentation électrique de la centrale incendie ; l'inspection constate que l'alimentation de secours prend le relais et que la centrale incendie reste alimentée, un voyant de défaut s'allumant en conséquence.

Au vu des constats effectués, aucune non-conformité à l'article 56 du 04/10/2010 modifié n'a été identifiée par l'inspection ; l'exploitant doit toutefois se positionner en ce sens, et identifier le cas échéant les travaux de mise en conformité nécessaires, alors à réaliser avant le 1er janvier 2026.

Conclusions :

L'exploitant transmet à l'inspection ses propositions en matière de moyens d'éclairage de secours en cas de coupure d'électricité, en veillant à ce que les moyens proposés soient utilisables compte tenu des risques présents.

L'exploitant doit se positionner sur la conformité de ses installations à l'article 56 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié, et identifier le cas échéant les travaux de mise en conformité nécessaires.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Contrôle de la liste des appareils à pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III
Thème(s) : Risques accidentels, Liste des appareils à pression
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
Constats : L'exploitant transmet par courriel du 28/12/2025, en réponse à l'annonce du contrôle du 10/03/2025, la liste des équipements sous pression qu'il détient, qui compte 23 équipements sous pression (dont trois tuyauteries qui ne rentrent pas dans le champ d'application de l'arrêté du 20 novembre 2017). L'inspection remarque que cette liste identifie le type des équipements, leur régime de surveillance, leurs volume et pression de service, ainsi que les dates des dernières requalifications périodiques, mais qu'il manque toutefois les dates des dernières inspections périodiques. Interrogé à ce sujet lors du contrôle du 10/03/2025, l'exploitant éclaircit ce point en présentant sa liste complète comprenant également les dates des dernières inspections périodiques (seule la liste transmise était incomplète). L'exploitant précise de plus lors du contrôle que certains équipements listés sont en réalité au sein d'un même compresseur (composé de deux capacités, d'un séparateur déshuileur et d'un sécheur), et que la liste compte 4 compresseurs.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Vérification des échéances de l'inspection périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire – Inspection périodique
Prescription contrôlée : I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles. La période maximale est fixée au maximum à : - 1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ; - 2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ; Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté [...]
Constats : L'inspection réalise les constats suivants lors du contrôle du 10/03/2025 : - les échéances de prochaine inspection périodique (IP) indiquées dans la base de données de l'exploitant, pour le sécheur n° 13855-C du compresseur 1 et le séparateur déshuileur n°3619 du compresseur 3 sont correctes au vu des exigences applicables ; - pour le sécheur n° 13855-C : · la pression de service et le volume de l'équipement sont respectivement de 40 bar et de 34 L ; · la dernière IP a été réalisée le 03/03/2025, la précédente le 09/12/2021 : la périodicité fixée par l'arrêté ministériel du 20/11/2017 est respectée ; · le compte-rendu de l'IP du 09/12/2021 indique que la première mise en service de l'équipement date du 05/03/2004 ; - pour le séparateur déshuileur n° 3619 : · la pression de service et le volume de l'équipement sont respectivement de 196 bar et de 7,5 L ; · la dernière IP a été réalisée le 03/03/2025, la précédente le 11/08/2020 : la périodicité fixée par l'arrêté ministériel du 20/11/2017 n'est pas respectée. ces documents ne font pas apparaître la date de la première mise en service de l'équipement
Conclusions : L'exploitant doit fournir à l'inspection les éléments sur les circonstances qui ont conduit à l'inobservation des délais réglementaires entre deux inspections périodiques pour le séparateur-déshuileur n° 3619, ainsi que les mesures internes mises en œuvre pour qu'une telle non-conformité ne se reproduise pas.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Analyse du compte rendu d'inspection périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire – Inspection périodique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'inspection périodique est réalisée :</p> <ul style="list-style-type: none">- pour les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide, les générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente, et pour les équipements revêtus intérieurement et/ou extérieurement non mis à nu, par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté ;- pour les autres équipements, sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet. Cette personne peut être récusée par l'autorité administrative compétente si cette dernière estime qu'elle ne satisfait pas à cette condition. <p>II. - Selon le cas, l'organisme habilité ou la personne compétente établit un compte rendu de l'inspection périodique, daté et signé par la personne ayant réalisé l'inspection périodique, mentionnant les résultats de tous les essais et contrôles qui ont été effectués.</p> <p>III. - Le compte rendu est transmis à l'exploitant. Lorsqu'il comporte une ou plusieurs observations, l'exploitant contresigne le compte rendu.</p> <p>Lorsqu'une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, la remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération.</p> <p>L'organisme habilité émet un nouveau compte rendu prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.</p> <p>Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection périodique.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection consulte le dernier compte-rendu d'inspection périodique (IP) pour les deux équipements suivants :</p> <p>- sècheur 13855-C :</p> <ul style="list-style-type: none">• le document a été établi par un organisme habilité,• il ne comporte pas d'observations conditionnant le maintien en service de l'équipement susmentionné ou prescrivant son arrêt.• les caractéristiques de l'équipement sont cohérentes avec les informations issues de la base de données de l'exploitant ;• toutefois, le compte rendu indique que les organes de sécurité (deux soupapes identifiées sous 51032 H07 et 51043 H06) ont été inspectés le 22/08/2018, alors que le compte-rendu de l'IP réalisée le 03/12/2021 portait sur ces organes de sécurité : des clarifications devront être apportées ;• par ailleurs, ces organes de sécurité sont calibrés à une pression de 25 bar, ce qui est cohérent avec la pression de service de l'équipement (40 bar) ; de plus l'exploitant dispose d'un document daté du 02/06/2015, émis lors de la précédente requalification périodique, attestant que cet équipement est alimenté par une source de pression ne pouvant générer plus de 25 bar. <p>- séparateur déshuileur 3619 :</p> <ul style="list-style-type: none">• le document a été établi par un organisme habilité,

- il ne comporte pas d'observations conditionnant le maintien en service de l'équipement susmentionné ou prescrivant son arrêt.
- les caractéristiques de l'équipement sont cohérentes avec les informations issues de la base de données de l'exploitant.
- le compte rendu indique que les organes de sécurité (deux soupapes identifiées sous 51042 H06 et 51039 H06) ont également été inspectées.

Conclusions :

L'exploitant doit apporter des clarifications sur la date de vérification des organes de sécurité indiquée dans le compte rendu de la dernière inspection périodique du sécheur 13855-C.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Vérification des échéances de la requalification périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire – Requalification périodique
Prescription contrôlée : I - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique : <ul style="list-style-type: none">- deux ans pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ;- trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ;- six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles -exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ;- six ans pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ayant fait l'objet d'essais de contrôle du vieillissement lors de leur fabrication selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle en annexe 1 ;- six ans pour les bouteilles de plongée dont l'inspection périodique a été effectuée au moins annuellement ou avant leur utilisation quand la visite a été réalisée depuis plus d'un an, dans les conditions définies par la dernière version du cahier des charges relatif à l'inspection périodique des bouteilles métalliques utilisées pour la plongée subaquatique visé en annexe 1 du présent arrêté ministériel ;- dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur. [...]
Constats : L'inspection constate lors du contrôle du 10/03/2025 que les échéances de prochaine requalification périodique indiquées dans la base de données de l'exploitant, pour le sécheur 13855-C et le séparateur déshuileur 3619, sont correctes au vu des exigences applicables. Toutefois, l'inspection observe que la précédente requalification périodique du sécheur 13855-C a été réalisée le 04/06/2015, soit plus de dix ans après la première mise en service de l'équipement, réalisée le 05/03/2004 d'après le compte-rendu de l'IP réalisée le 03/12/2021. Cependant, en réponse aux interrogations de l'inspection, l'exploitant transmet par courriel du 17/03/2025 un document interne daté du 24/03/2006 attestant que l'équipement a été mis en janvier 2006 ; selon ce document, l'inspection note que l'échéance de la précédente requalification périodique est respectée. Il s'agit toutefois d'un document interne ; l'exploitant doit apporter des clarifications sur ce point.
Conclusions : L'exploitant doit transmettre à l'inspection les éléments permettant de justifier la date de mise en service du sécheur 13855-C du compresseur 1.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Analyse du compte rendu de requalification périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire – Requalification périodique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-L'organisme habilité émet une attestation permettant d'identifier le (ou les) équipement (s) concerné (s), datée et signée par l'expert assumant la responsabilité de la requalification périodique. La date retenue est celle de la dernière opération de la requalification périodique. Sont joints à cette attestation le compte rendu détaillé des opérations de contrôle effectuées en application des articles 20 à 22 et, pour une tuyauterie, les documents nécessaires à son identification.</p> <p>II.-Cette attestation est transmise à l'exploitant ou au responsable de l'établissement auquel la responsabilité des opérations a été confiée. Lorsque le destinataire est le responsable de l'établissement, celui-ci transmet à son tour l'attestation à l'exploitant.</p> <p>III.-Lorsqu'une non-conformité entraînant une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, l'attestation le mentionne et la transmission prévue au II est effectuée sous pli recommandé avec avis de réception. L'organisme habilité en rend compte à l'autorité administrative compétente en charge des appareils à pression prévue à l'article R. 557-1-2, dans un délai maximal de cinq jours ouvrés.</p> <p>La remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération. [...]</p> <p>L'organisme habilité émet une nouvelle attestation prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.</p> <p>IV.-Il est interdit :</p> <ul style="list-style-type: none">-d'exploiter un équipement soumis au régime de la requalification périodique s'il ne dispose pas d'une attestation valide ou le cas échéant du marquage correspondant ;-dans le cas mentionné au III, de remettre en service ou de détenir un tel équipement si sa mise hors service n'a pas été matérialisée.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente à l'inspection lors du contrôle du 10/03/2025 les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- attestation de requalification périodique datée du 04/06/2015 pour le sécheur 13855-C, établie par ASAP ;- attestation de requalification périodique datée du 06/06/2017 pour le séparateur déshuileur 3619, établie par Bureau Veritas <p>L'inspection note que ces deux documents ont été établis par un organisme habilité, et qu'ils ne comportent pas d'observations conditionnant le maintien en service des équipements susmentionnés ou prescrivant leur arrêt.</p> <p>Par ailleurs, l'inspection observe que les caractéristiques des équipements sont cohérentes avec les informations issues de la base de données de l'exploitant.</p> <p>Toutefois, en comparant les derniers comptes-rendus d'inspection périodique avec les attestations de requalification périodique, l'inspection constate que les requalifications périodiques n'ont pas porté sur l'ensemble des organes de sécurité (pour le sécheur 13855-C : aucune soupape vérifiée lors de la RP ; pour le séparateur déshuileur 3619 : une soupape identifiée comme « 3.3 » vérifiée, aucune mention des soupapes 51042 H06 et 51039 H06 vérifiés lors de la précédente IP).</p>

Ces deux requalifications périodiques ne peuvent donc être considérées comme complètes ; l'inspection conclut qu'une requalification périodique complète de ces deux équipements doit être réalisée au plus vite.

Conclusions :

L'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant de faire réaliser, sous un délai de deux mois, la requalification périodique complète du sécheur 13855-C du compresseur 1, et du séparateur déshuileur 3619 du compresseur 3.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Contrôle de l'état de l'équipement

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R. 557-14-2
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements
Prescription contrôlée : [...] Les équipements sont maintenus constamment en bon état et vérifiés aussi souvent que nécessaire. [...]
Constats : L'inspection constate, lors du contrôle du 10/03/2025, la présence du sécheur 13855-C et du séparateur déshuileur 3619 et ne formule aucune observation concernant leur bon état apparent (il convient de noter qu'un de ces équipements n'est pas accessible car le compresseur dont il fait partie est en fonctionnement). L'exploitant transmet les photographies de la plaque d'identification de ces équipements par courriel du 17/03/2025 (voir ci-dessous) et l'inspection constate : - pour le sécheur 13855-C, la cohérence des informations listées sur ces plaques avec celles listées dans la base de données de l'exploitant (constructeur, date de fabrication, pression de service et date de requalification périodique) ;  - pour le séparateur déshuileur 3619, une incohérence entre les informations figurant sur la plaque (PS : 25 bar, V : 8L) et celles figurant dans la liste de l'exploitant (PS : 196 bar, V : 7,5L), alors même que le numéro d'identification est le même. L'exploitant doit apporter des clarifications sur ce point.



§

Conclusions :

L'exploitant doit apporter à l'inspecteur des explications, concernant le séparateur déshuileur 3619, sur l'incohérence entre les informations figurant sur sa plaque signalétique et celles figurant dans la liste de l'exploitant.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Stockage des déchets en attente d'élimination

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2009, article 4.5.4
Thème(s) : Risques chroniques, Stockage des déchets en attente d'élimination
Prescription contrôlée : [...] Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets considérés comme des substances ou préparations dangereuses, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et aménagées pour la récupération des eaux météoriques. [...]
Constats : L'inspection constate, lors du contrôle du 10/03/2025, une accumulation de déchets divers, dont des contenants vides de liquides inflammables, en attente d'élimination, au Nord-Est du site ; ces déchets sont entreposés de manière désordonnée, sans être abrité des intempéries, sur un espace seulement partiellement imperméabilisé. L'exploitant indique à l'inspection prévoir l'élimination prochaine de ces déchets. A l'Est du site, l'inspection note la présence, entre le bassin d'eaux de pluie et la clôture, d'autres déchets, dont un contenant vide de liquide inflammable ; ils sont stockés sous auvent mais pour certains sans rétention. L'inspection relève également la présence d'un stock important de bouteilles vides au Sud du site, au sujet duquel l'exploitant indique avoir mis en place un échéancier d'élimination.
Conclusions : <u>Demande d'action corrective (délai : 1 mois)</u> L'exploitant doit évacuer les déchets accumulés au Nord-Est du site, et transmettre à l'inspection les justificatifs afférents (notamment bordereaux de suivi et photographies). <u>Demande d'action corrective (délai : 3 mois)</u> L'exploitant doit mettre en place les dispositions organisationnelles permettant de stocker, sur l'ensemble du site, ses déchets en attente d'élimination et susceptibles d'être considérés comme dangereux, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution. <u>Demande de justificatifs à l'exploitant (délai : 1 mois)</u> L'exploitant doit transmettre à l'inspection son échéancier d'élimination des bouteilles vides stockées au Sud du site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois